



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement  
et du Logement  
Lorraine

Epinal, le 05 mai 2014

Unité Territoriale des Vosges

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Objet :** Mise en place des Garanties Financières

**Etablissements GRANDIDIER  
Commune de REHAINCOURT**

--	--	--

## 1 PRESENTATION :

Les Etablissements GRANDIDIER sis 1 Route de Morville 88330 REHAINCOURT sont autorisés par l'arrêté modifié n°807/2000 du 17 avril 2000 à exploiter une station de transit de déchets industriels.

Le décret n° 633-2012 du 03 mai 2012 a institué l'obligation de constituer des garanties financières pour certaines installations classées qui sont susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus. Cette obligation a été codifiée au 5° de l'article R. 516-1 du Code de l'Environnement.

L'objectif de ces garanties financières est de couvrir les frais de la mise en sécurité du site et des installations visées par le dispositif en cas de défaillance de l'exploitant.

Les installations soumises à l'obligation de constitution des garanties financières sont listées par arrêté ministériel du 31 mai 2012. Pour le site qu'ils exploitent sur le territoire de la commune de REHAINCOURT les établissements GRANDIDIER sont concernés au titre de la rubrique 2718 « installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ».

Les établissements GRANDIDIER sont tenus, en application de l'arrêté du 31 mai 2012, de constituer ces garanties financières selon l'échéancier suivant :

- 20 % du montant total de la garantie avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014 ;
- 20 % du montant total de la garantie pendant les 4 années suivantes ou 10 % pendant les 8 années suivantes si les garanties sont contractées auprès de la caisse des dépôts et consignation.

L'exploitant doit transmettre à Monsieur Le Préfet des Vosges pour le 1<sup>er</sup> juillet 2014, un document attestant de la constitution des garanties financières conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire prévu par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article 3 de ce même arrêté, la proposition de montant des garanties financières est à adresser à Monsieur le Préfet des Vosges au moins six mois avant la première échéance de constitution soit pour le 31 décembre 2013. Cette proposition de calcul a été transmise par l'exploitant par courrier du 22 novembre 2013. et complétée le 28 avril 2014.

## 2 ANALYSE DE L'INSPECTION :

Le montant des garanties financières est déterminé selon la formule suivante :

$$M = Sc [Me + \alpha (Mi + Mc + Ms + Mg)]$$

avec :

- Sc : coefficient pondérateur de prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier. Ce coefficient est égal à 1,10 ;
- Me : montant, au moment de la détermination du premier montant de garantie financière, relatif aux mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur le site de l'installation ;
- $\alpha$  : indice d'actualisation des coûts ;
- Mi : montant relatif à la neutralisation des cuves enterrées présentant un risque d'explosion ou d'incendie après vidange ;
- Mc : montant relatif à la limitation des accès au site comprenant la pose d'une clôture autour du site et de panneaux d'interdiction d'accès à chaque entrée du site et sur la clôture tous les cinquante mètres ;
- Ms : montant relatif au contrôle des effets de l'installation sur l'environnement couvrant la réalisation de piézomètres de contrôles et les coûts des analyses de la qualité des eaux de la nappe au droit du site ainsi qu'un diagnostic de la pollution des sols ;
- Mg : montant relatif au gardiennage du site ou à tout autre dispositif équivalent.

Pour les Etablissements GRANDIDIER, l'exploitant a déterminé les montants suivants :

- Me = 47 885 € pour l'élimination des déchets ;
- Mi = 6 100 € pour le nettoyage et l'inertage d'une cuve enterrée de 30 m<sup>3</sup> ;
- Mc = 165 € : le site est déjà clôturé (juste prise en compte de panneaux d'interdiction d'entrer) ;
- Ms = 27 000 € pour une étude de pollution du site et la mise en place de piézomètres ;
- Mg = 7 200 € gardiennage (1 ronde d'une heure par jour pendant 6 mois).

Liste des produits dangereux et déchets entrant dans le calcul de Me :

Nature des déchets	Quantité maximale présente sur le site
Acides minéraux	1 t
Batteries Ni – Cd	1 t
Déchets phytosanitaire	1 t
Flexibles hydrauliques	3 t
Liquide inflammable	4 t
Cendres de bois	5 t
Produis lessiviels	8 t
D3E en mélange	3 t
Aérosols usagés	2 t
Eau souillée	20 t
Huile soluble	20 t
Liquide de refroidissement	20 t
Graisse, boues, peinture, absorbant	20 t
Emballages souillés incinérables	4 t
Déchets pâteux incinérables	6 t
Matériaux souillés	8 t
Filtres usagés	18 t
Pare brises usagés	30 t
Déchets industriels banals	5 t
Solvants vrac	30 t

Les autres déchets du site ont soit une valeur positive ou nulle et n'entrent pas dans le calcul de Me (radiographies, piles usagées, câbles électriques, palettes usagées, lampes et tubes néons, huiles alimentaires, batteries au plomb, huiles usagées, pare chocs usagés, ferraille).

L'indice d'actualisation des coûts a été établi sur la base des données suivantes :

- Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence, soit 701,7 (juin 2013) ;
- Index<sub>0</sub> : indice TP01 de janvier 2011, soit 667,7 ;
- TVA<sub>R</sub> : 20 % (taux de TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières) ;
- TVA<sub>0</sub> : taux de la TVA applicable en janvier 2011, soit 19,6 %.

Après prise en compte des coûts liés à la gestion du chantier et de l'indice d'actualisation, le coût total des garanties financières à constituer est estimé par l'exploitant à 99 411 euros. Dans son calcul l'exploitant a pris une TVA<sub>R</sub> de 19,6 %, après prise en compte de la TVA<sub>R</sub> de 20 % le coût total des garanties financières est de **99 608 euros**.

Au regard de ces éléments, l'inspection des installations classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent en ordre de grandeur avec les enjeux des installations du site.

Par ailleurs, toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessitera une révision du montant de référence des garanties financières.

### **3 CONCLUSION ET PROPOSITIONS :**

Sur la base des précédentes conclusions et conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet des Vosges de prendre un arrêté préfectoral fixant le montant des garanties financières à constituer par l'exploitant ainsi que les quantités maximales de déchets pouvant être stockées sur le site.

Un projet d'arrêté préfectoral est proposé en ce sens en annexe du présent rapport.

## **PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**

**imposant la constitution de garanties financières en application de l'alinéa 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement aux Etablissements GRANDIDIER à REHAINCOURT.**

**Le Préfet des Vosges**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le Code de l'Environnement, livre V, titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles R. 516-1 à R. 516-6 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté modifié n° 807/2000 du 17 avril 2000 à exploiter une station de transit de déchets industriels ;
- Vu** la proposition de calcul des garanties financières transmise par l'exploitant par courrier du 22 novembre 2013 complété le 28 avril 2014 ;
- Vu** l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées en date du [date] ;
- Vu** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du [date] ;
- Considérant** que les Etablissements GRANDIDIER sont soumis à l'obligation de constituer des garanties financières pour les installations qu'ils exploitent au 1 Route de Moriville sur la commune de REHAINCOURT en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;
- Considérant** que les installations exploitées sont soumises à autorisation au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et qu'elles sont considérées comme existantes au sens de ce même arrêté ;
- Considérant** que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garanties supérieur à 75 000 euros ;
- Considérant** en conséquence que l'exploitant doit constituer des garanties financières en vue d'assurer la mise en sécurité des installations classées visées par le dispositif en cas de défaillance, conformément aux dispositions des articles R. 516-1-5 et suivants du Code de l'Environnement ;

**Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture des Vosges ;**

**Arrête**

## **Article 1 : Champ d'application**

Les Etablissements GRANDIDIER, dont le siège social est situé 1 Route de Moriville 88330 REHAINCOURT sont tenus de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour leur site de REHAINCOURT.

## **Article 2 : Garanties financières**

### **Article 2.1 : Objet des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5° du IV de l'article R516-2 du code de l'environnement, et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R512-39-1 du code de l'environnement.

### **Article 2.2 : Montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières est fixé à 99 608 euros TTC.

Ce montant est fixé sur la base d'un indice TP01 de 701,7 (juin 2013) et d'un taux de la TVA de 20 %.

### **Article 2.3 : Modalités de constitution des garanties financières**

L'exploitant devra constituer à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2014 et jusqu'à la clôture du dossier de cessation d'activité du site, des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R. 516-1-5 du code de l'environnement et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, à savoir :

- 20 % du montant initial des garanties financières à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2014 ;
- 20 % supplémentaires du montant initial des garanties financières par an pendant 4 ans.

En cas de constitution des garanties financières sous la forme de consignation entre les mains de la Caisse des Dépôts et consignations, l'échéancier est le suivant :

- constitution de 20 % du montant initial des garanties financières pour le 1<sup>er</sup> juillet 2014 ;
- constitution supplémentaire de 10 % du montant initial des garanties financières par an pendant huit ans.

Le document attestant la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R. 516-2 du code de l'environnement.

Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Le document attestant de la constitution des 20 % du montant initial des garanties financières est transmis à l'inspection des installations classées avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Les documents attestant de la constitution des incréments suivants sont transmis à l'inspection des installations classées au moins 3 mois avant chaque anniversaire de la constitution initiale.

### **Article 2.4 : Renouvellement des garanties financières**

Le renouvellement du montant total des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 2.3 du présent arrêté.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

### **Article 2.5 : Actualisation des garanties financières**

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du Code de l'Environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;



- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé.

#### Article 2.6 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières et doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.

#### Article 2.7 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du Code de l'Environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement. Pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### Article 2.8 : Appel des garanties financières

Le Préfet peut faire appel aux garanties financières à la cessation d'activité, pour assurer la mise en sécurité du site en application des dispositions mentionnées à l'article R512-39-1 du code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de ces dispositions, après intervention des mesures prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

#### Article 2.9 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée, en tout ou partie, à la cessation d'exploitation totale ou partielle des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par lesdites garanties ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de constat de fin de travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral, après consultation des maires des communes intéressées et du CODERST conformément à l'article R-516-5 du Code de l'Environnement.

En application de ce même article, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

#### Article 3 : Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse à Monsieur Le Préfet des Vosges les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par Monsieur Le Préfet des Vosges vaut autorisation de changement d'exploitant.

#### Article 4 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Nature des déchets	Quantité maximale présente sur le site
Acides minéraux	1 t
Batteries Ni – Cd	1 t
Déchets phytosanitaire	1 t
Flexibles hydrauliques	3 t
Liquide inflammable	4 t
Cendres de bois	5 t
Produis lessiviels	8 t
D3E en mélange	3 t
Aérosols usagés	2 t
Eau souillée	20 t
Huile soluble	20 t
Liquide de refroidissement	20 t
Graisse, boues, peinture, absorbant	20 t
Emballages souillés incinérables	4 t
Déchets pâteux incinérables	6 t
Matériaux souillés	8 t
Filtres usagés	18 t
Pare brises usagés	30 t
Déchets industriels banals	5 t
Solvants vrac	30 t

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 5 : Sanctions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du code de l'environnement.

#### **Article 6 : Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 7 : Articles d'exécution**

